

Aurélien Antoine

CHRONOLOGIE RAISONNÉE DE L'HISTOIRE CONSTITUTIONNELLE DE L'ANGLETERRE, DE LA GRANDE-BRETAGNE, PUIS DU ROYAUME-UNI¹

Propos introductifs

Les ouvrages de droit constitutionnel français présentent souvent la Constitution d'Angleterre comme le produit d'un développement historique au long cours. Il en résulte une dimension principalement coutumière ainsi qu'une absence de formalisation dans un document unique. Pourtant, ces mêmes manuels identifient des « dates clés » et des textes fondamentaux qui sont autant de réflexes cartésiens peu compatibles avec les caractéristiques précitées. C'est à partir de ce constat qu'il nous a semblé indispensable d'établir une chronologie de l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre, de la Grande-Bretagne, puis du Royaume-Uni. Nous sommes en effet persuadés que la compréhension tout à fait complète de l'une des constitutions les plus originales de monde occidental ne peut se limiter à l'évocation d'une sélection de textes ou de la mention de quelques moments. Telles les œuvres néo-impressionnistes composées d'une multitude de points dont l'agencement forme une totalité visible et compréhensible pour l'observateur, la Constitution britannique est faite d'une pluralité d'événements historiques, qui s'ils étaient pris les uns indépendamment des autres, ne permettraient pas d'en saisir le génie. Par ailleurs, le recours à la chronologie nous aide à appréhender rapidement et objectivement ce qu'est le « droit politique » britannique et sa contexture.

Pour plus de clarté pédagogique, quelques titres structurent le déroulement des siècles. Il faudrait toutefois se garder d'en déduire l'existence de ruptures brutales dans le *continuum* historique que nous défendons. Il ne s'agit que d'indiquer des repères qui éviteront au lecteur continental d'être totalement perdu au milieu de ce foisonnement de dates.

Enfin, il est indispensable de souligner que la chronologie a été achevée en mai 2015. Elle est donc susceptible d'être révisée et augmentée en fonction d'événements postérieurs et des progrès des connaissances historiques. À ce propos, il nous paraît fondamental de signaler que ce travail – à notre connaissance inédit – a été réalisé à partir de nombreux ouvrages qui font autorité au Royaume-Uni et en France. Nous ne pouvons pas tous les mentionner, mais nous souhaiterions évoquer de manière sélective deux sommes scientifiques récentes d'un apport essentiel pour qui

¹ La chronologie proposée a été réalisée dans le cadre des recherches menées par l'auteur pour la rédaction d'un ouvrage synthétique de droit constitutionnel et d'institutions britanniques à paraître dans la collection Systèmes de la L.G.D.J. en 2016-2017.

s'intéresse à l'émergence du parlementarisme : ceux de J. R. Maddicott, *The Origins of the English Parliament (924-1327)*, Oxford, OUP, 2010, 544 p. ; et de M. Herbert, *Parlementer : Assemblées représentatives et échanges politiques en Europe Occidentale à la fin du Moyen-Âge*, Paris, De Boccard, 2014, 687 p.

De Rome à la Conquête normande : l'âge des invasions et l'affirmation de l'Angleterre

43 : Début de la conquête romaine de la Bretagne.

367 : Conspiration barbare (Pictes, Scots et Saxons).

409-410 : Fin de la domination romaine.

430 : Colonisation anglo-saxonne et émigration des Celtes britanniques vers le continent.

Fin du V^e siècle – début du VIII^e siècle : Division du territoire britannique en royaumes gaéliques, pictes, bretons et anglo-saxons (qui dominent largement) répertoriés dans le *Tribal Hidage*. Constitution des principaux royaumes britanniques et anglo-saxons sur le territoire anglais et du sud de l'actuelle Écosse (Sussex, Essex, Kent, Wessex, East Anglia, Northumbrie et Mercie).

560-616 : *Æthelberht's code*, premier recueil de lois dans le Royaume anglo-saxon du Kent. Æthelberht est le premier roi anglo-saxon à renoncer au paganisme. La mission du roi est de maintenir la paix et la justice.

690-725 : *The Laws of King Wihtræd* qui prévoient une première assemblée consultative (réunion de « grands », adoptant des textes) dans le Royaume anglo-saxon du Kent.

731 : *Historia Ecclesiastica* de Bède.

757 : Sigeberht de Wessex est déposé par Cynewulf et les Conseillers Ouest-Saxons.

789-793 : Premières attaques et Début des invasions des Vikings.

802-839 : Règne d'Egbert dont les nombreuses conquêtes et victoires militaires, notamment en Mercie, font de lui, selon certains historiens et écrivains, le premier roi d'Angleterre.

842 : Kenneth I^{er}, premier roi des Pictes et des Scots (maison d'Alpin).

850 : Premières colonies vikings norvégiennes dans les îles Hébrides et l'île de Man.

865-869 : Débarquement de la Grande Armée et colonisation des Vikings danois en East Anglia, Mercie, et Northumbrie.

875-876 : Premier royaume viking d'Haldan établi en terre anglaise.

886 : Traité de Wedmore assurant le partage du territoire entre Anglais et Danois. Les Vikings norvégiens et danois exportent leurs institutions comme le *thing*, conseil représentatif du roi (le *Tynwald*, parlement de l'île de Man, en découle directement).

871-889 : Règne d'Alfred le Grand, désigné par la légende comme le fondateur de la nation anglaise. Il assure l'unification du sud de l'Angleterre.

871-899 : *The Laws of King Alfred* et *Doombooc* qui intègre les Dix commandements ; évocation du « *witan* » conseillant le roi.

890-1154 : Chronique anglo-saxonne

924-939 : Règne d'Æthelstan qui achève l'unification du territoire initiée par son père Édouard l'Ancien à la suite des victoires sur les Mercians, les West Saxons, puis les Danes, Welsh et les Scots. Réunion des premières assemblées ayant compétence sur l'ensemble du territoire. Leur fonctionnement et leur organisation sont fixés par des chartes. L'œuvre est achevée par ses successeurs Edmond et Eadred.

939-961 : *Hundred ordinance*, premier texte à fixer une organisation des tribunaux sur l'ensemble du territoire anglo-saxon.

959-975 : Edgar I^{er} qui réalise l'unification du territoire anglais par l'accession aux trônes de la Mercie, du Northumbrie et du Wessex. Le titre de « roi des Anglais » est consacré dans deux éloges (973, date du premier serment du couronnement, et 975), retranscrits dans la Chronique anglo-saxonne.

978-1013 : Æthelred, roi d'Angleterre, poursuit la centralisation du pouvoir et, soumis aux invasions danoises, doit verser un tribut aux Vikings, favorisant le développement de la perception.

991 : Début du Second âge viking.

1014 : Æthelred the Unready, à l'occasion d'un *witan*, est invité à retrouver son trône à condition d'agir « plus justement qu'auparavant ».

1016 : Cnut, premier roi d'Angleterre viking après sa victoire sur Edmond.

1018 : Le *Cnut's Oxford code* assure la réconciliation entre les Anglais et les Danois. Le lien entre les conseillers du roi (*witan*) et la « nation » est établi (« *And they declared that they would consider further at leisure, with the help of God, what was necessary for the nation, as best they could* »). Ce code fixe le contenu de la *King's peace* réservant le jugement de certains méfaits troublant l'ordre public aux tribunaux royaux.

1027 : Lettre au peuple d'Angleterre de Cnut confirmant l'accord d'Oxford et développant l'application locale par les tribunaux des décisions du *witan* (adoption également de *writs* à destination des *sheriffs* chargé de faire appliquer les décisions royales sur le territoire).

1035 : Fin de la dynastie danoise (après Harold I, Harefoot et Hardecnut) et retour de la couronne d'Angleterre à la dynastie du Wessex avec Édouard le Confesseur (1042-1066), premier roi dont il est rapporté qu'il guérissait les maladies par simple contact.

1041 : L'aristocratie anglaise demande à Édouard le maintien des lois de Cnut comme condition de son couronnement.

1042 : Début de la construction de Westminster Abbey.

1066 : Harold II, premier des rois anglo-saxons sans relation de sang avec son prédécesseur, doit faire face entre autres prétentions au trône, à celles du Duc Guillaume de Normandie (le Bâtard).

La stabilisation normande

27 septembre 1066 : Débarquement des troupes de Guillaume près de Pevensey dans le Sussex.

14 octobre 1066 : Bataille d'Hastings consacrant la victoire du Bâtard sur Harold qui trépassa, avec une partie de l'aristocratie anglaise.

Noël 1066 : Couronnement de Guillaume à Westminster par l'archevêque d'York.

1067-1080 : Achèvement de la Conquête par l'écrasement des rébellions anglaises. Guillaume confirme et approfondit une structuration féodale préexistante, tout en poursuivant l'œuvre administrative des Anglo-saxons. Il introduit le latin comme langue administrative. Guillaume demeure le vassal du roi de France tout en étant roi d'Angleterre. La pratique du conseil par une assemblée « représentative » se maintient (*Whitsun assembly* de 1081 de quarante témoins comprenant les représentants de l'Église, des grands du royaume et des membres de la famille du roi), tout comme la pratique des *writs* (apposition d'un sceau royal tenu par le *Chancellor*) et la structuration du territoire en *shires* et *hundred*. Le port de la couronne par le roi est plus fréquent afin d'asseoir la personne royale dans l'héritage anglo-saxon et affirmer son essence divine, le tout en présence des seigneurs du royaume.

1072-1085 : *Ordinance on the Church courts* adoptée par une assemblée de conseillers du roi et de représentants religieux.

1086 : Le *Domesday Book* initié un an plus tôt lors du Conseil de Gloucester recense l'ensemble des ressources du royaume. Serment de Salisbury des grands du royaume au roi Guillaume.

9 septembre 1087 : Décès de Guillaume enterré à Caen. Son second fils, Guillaume II, hérite de l'Angleterre. Une rébellion en 1088 s'ensuit afin de réunir la Normandie et l'Angleterre partagée entre les deux fils de Guillaume.

1087-1100 : Règne de Guillaume II. Ranulf Flambard agit pour le compte du roi dans les affaires juridiques et financières pendant les absences du monarque.

1100-1135 : Règne de Henry I^{er}, troisième fils de Guillaume I^{er}. La Charte des Libertés est octroyée lors du couronnement. Selon le texte, le roi est couronné avec le consentement de l'ensemble des barons du royaume. La charte est un ensemble de concessions réciproques entre le roi et les aristocrates. Elle est aussi la base d'un lien entre le conseil, le bon gouvernement, et le monarque. L'office de l'Échiquier, chargé des comptes du domaine royal, apparaît, tout comme la Chancellerie (*Chancery*). Publication du *Quadripartitus*, recueil de textes antérieurs à la Conquête.

1135-1154 : Règne de Stephen marqué par la succession de guerres civiles (qualifiée d'« *Anarchy* »). La charte du couronnement confirme les acquis de celle d'Henry I^{er}.

1136 : Charte des libertés d'Oxford octroyée à l'Église. *Constitutio domus regis* établissant les règles d'organisation de la Maison royale.

L'œuvre fondatrice des Plantagenêts

1154-1189 : Henry II. Il acquiert, après la conquête de la Normandie par son père Geoffroy V Plantagenêt, comte du Maine et d'Anjou, l'Aquitaine, le Poitou et l'Auvergne par son mariage avec Aliénor. Ce n'est qu'après qu'il fait valoir ses droits sur la couronne d'Angleterre comme petit-fils d'Henry I^{er}. La charte du couronnement consacre les acquis des deux précédents règnes, instituant selon certains historiens, une « tradition constitutionnelle ». Henry II est le premier roi à guérir les écrouelles. C'est sous son règne que, selon une chronique de 1170, le mot parlement est utilisé pour la première fois pour désigner le rassemblement des dignitaires du royaume autour du roi (Grand conseil).

1164 : La Constitution de Clarendon précise par écrit les droits royaux en matière ecclésiastique.

1166 et 1176 : Assises de Clarendon, puis de Northampton réformant l'administration et la procédure judiciaires (introduction des jurys locaux ou des *Petty Assizes*, mise en place de procédure de saisine de la justice royale par l'achat de *writs*, et des juges itinérants). La succession de ces assises (qui réunissent un « parlement ») est réputée comme fondant le *Common Law* du royaume. C'est aussi l'origine de l'idée selon laquelle le roi est fontaine de justice.

- 1170 : Assassinat de l'archevêque de Canterbury Thomas Becket, ancien chancelier du roi. *Inquest of Sherrifs* par laquelle le roi s'assure l'allégeance et le contrôle des shérifs locaux.
- 1171 : Les rois irlandais se soumettent à Henry II. En 1177, le prince John est consacré Lord d'Irlande.
- 8 décembre 1174 : Guillaume « le Lion » signe le traité de Falaise dans lequel il reconnaît comme suzerain le roi d'Angleterre après des guerres au nord de l'Angleterre et au sud de l'Écosse.
- 1176 : *Dialogue of the Exchequer* sur l'administration des finances royales.
- 1179 : Grande Assise par laquelle une requête sur un droit de propriété est traitée par un jury et non par la voie du duel. Les dernières décennies du XII^e siècle voient l'affirmation de la *Court of Common Pleas*, traitant de litiges civils distincts de ceux concernant le roi qui peut les traiter en personne (*coram rege*) ou par l'institution d'un tribunal (issu de la *curia regis*, tribunal du roi, futur banc du roi, *King's Bench*).
- 1179-1189 : Ranulf Glanvill, Haut justicier du royaume, gouvernant durant les absences du roi sur le continent et préside la cour principale du roi à Westminster et la cour de l'Échiquier.
- 1181 : Assises des Armes obligeant les hommes libres à porter l'arme au service du roi.
- 1187-1189 : Ranulf Glanvill publie son *Traité des Lois et des Coutumes d'Angleterre*.
- 1188 : Conseil de Geddington par lequel est consenti par les barons l'octroi de subsides au roi pour le financement de la guerre contre Saladin.
- 1189-1199 : Richard I^{er} « Cœur de Lion ». La fin de son règne est marquée par la contestation de l'empire angevin par le roi de France après la 3^e croisade. Par ses nombreuses absences, il est contraint de déléguer son pouvoir à Guillaume de Longchamp, Walter de Coutances, puis Hubert Walter, *Chief Justiciar*.
- Octobre 1191 : Coutances, avec l'appui de l'Église et des barons, dépose Longchamp. Le serment d'allégeance au roi est renouvelé. Jean est désigné héritier et Coutances justicier. C'est la première fois qu'une assemblée décide de la succession et d'une nomination sans l'accord exprès du roi. Réunissant fréquemment le *magnum concilium*, Coutances favorise le rôle de l'assemblée pour les nominations, la résolution de litiges, et l'expression des barons et des conseillers au nom de leur circonscription ou de leur champ de compétence.
- 1199-1216 : Le règne de Jean « Sans terre » marque la fin de l'empire angevin à la suite des guerres de succession de Richard avec Arthur, prétendant au trône, et des conquêtes capétiennes. La Normandie est perdue et seuls les territoires du sud de la Loire sont préservés.

1199 : *English Chancery Rolls* enregistrant l'ensemble des chartes et lettres royales.

1212 : *Statute of Pamiers* par Simon de Montfort.

1214 : La victoire de Bouvines de Philippe Auguste contre la coalition menée par Jean favorise une crise politique avec les barons déjà en opposition au roi qui abuse de ses droits féodaux (un premier projet de charte est élaboré). En avril 1215, une troupe armée par les barons marche vers le sud depuis Stamford.

Mai 1215 : Les barons occupent Londres. Jean est contraint de leur octroyer une charte des libertés, la *Magna Carta*, le 15 juin (selon les copies conservées). La *Court of Common Pleas* est définitivement instituée à Londres.

24 août 1215 : La Charte est annulée par le pape Innocent III et libère Jean de ses obligations.

1216 : Jean refuse d'appliquer la Charte et demande aux barons d'y renoncer. Les barons font appel à Louis, prince de France, pour soumettre Jean. Louis arrive à Londres le 21 mai. Le roi d'Écosse occupe le nord de l'Angleterre.

1216-1217 : Guerre civile qui s'achève par la mort brutale de Jean, le couronnement de son fils Henry et la victoire du régent du royaume sur Louis à Lincoln en mai 1217.

1216-1232 : Conseil de régence d'Henry III qui rétablit l'autorité royale. Gouvernement par le Grand Conseil (*consilium regis* constitué par le Grand Conseil, distinct de la *curia regis*).

1217 : La royauté concède une nouvelle fois la Grande Charte.

1225 : Tenue du Grand Conseil (*generale colloquium* ou *magnum concilium*) pour discuter de la menace capétienne sur les possessions continentales. Le 11 février un accord est acquis pour financer une guerre probable, en échange d'une nouvelle confirmation de la Grande Charte et de la Charte de la Forêt (consentie en 1217 pour permettre l'accès aux forêts royales des hommes libres). Les barons et dignitaires ecclésiastiques y siégeant sont considérés comme représentant le royaume en son entier. Des chevaliers et des riches propriétaires semblent parfois s'être joints à ces réunions. Les années 1230 voient la banalisation du terme « parlement » pour désigner la réunion des grandes assemblées.

1232-1272 : Règne personnel d'Henry III. Le siège du gouvernement s'établit définitivement à Westminster. Dès 1232, le Grand Conseil refuse de financer des dettes royales à la suite d'expéditions militaires hasardeuses.

1234-1256 : Période de renforcement du Grand Conseil qui devient une institution politique (notamment en imposant des nominations au roi au

- sein de son conseil en 1237). Le roi échoue à reconstituer l'empire angevin et n'obtient pas le soutien des barons à conquérir des territoires désormais trop lointains. Henry III multiplie les atteintes à la Grande Charte.
- Vers 1235 : *De Legibus et Consuetudinibus Angliae* attribué à Bracton, premier traité juridique connu en Angleterre.
- 1244 : La *Paper Constitution* tente d'imposer des contrôles accrus au roi pour la désignation de ses conseillers et ministres.
- 1256-1257 : Les barons refusent de verser les taxes nécessaires au roi pour payer ses dettes.
- 1258 : Assemblée des barons à Oxford et adoption des Provisions établissant un comité de 24 réformateurs et un conseil de 15 membres ayant des fonctions de contrôle de l'action royale, de nomination (notamment du chancelier, du trésorier et du justicier), et d'octroi des *writs* (qui est une prérogative royale). Le Parlement s'organise et se réunit trois fois par an. Suivront l'Ordonnance des magnats, les Provisions des barons et les Provisions de Westminster qui améliorent les garanties des hommes libres dans les localités face aux agents du roi et aux seigneurs.
- 1259 : Traité de Paris par lequel Henry III rend hommage au roi de France pour la Gascogne et renonce à ses droits sur la Normandie, le Poitou et l'Anjou. Llywelyn ap Gruffydd affirme sa volonté de diriger un Pays de Galles unifié contre les prétentions anglaises.
- 1263-1265 : Simon de Montfort, qui a des rancunes personnelles à l'encontre du roi, prend la tête du soulèvement des barons et s'allie avec Llywelyn ap Gruffydd. Le roi est écroué et la réforme se poursuit.
- Janvier 1264 : Échec de la conciliation du roi de France favorable à Henry III (« Mise d'Amiens »).
- 22 juin 1264 : Un parlement est convoqué et, pour la première fois, 4 chevaliers représentant chaque comté sont élus pour y siéger (aucune désignation nominative, et absence de lien avec les impositions royales). Un gouvernement est formé autour de Montfort sous le contrôle d'un conseil.
- 20 janvier 1265 : Un parlement est rassemblé pour conclure les conditions de la paix entre les rebelles et les royalistes. La convocation de représentants est confirmée et étendue.
- 28 mai 1265 : Édouard, le fils d'Henri III, s'évade de sa geôle et rejoint les royalistes dans les Marches.
- 2 août 1265 : Défaite des rebelles et mort de Simon de Montfort lors de la bataille d'Evesham. *Dictum of Kenilworth* consacrant la réconciliation entre les royalistes et les rebelles.

1266 : Traité de Perth par lequel les îles sous contrôle norvégien reviennent à Alexandre III, roi d'Écosse.

Novembre 1267 : *Statute of Marlborough* qui confirme les Provisions d'Oxford et de Westminster dans une version amendée.

1268-1270 : Les impositions accrues liées aux Croisades impliquent la permanence de la convocation de sept parlements représentatifs. De 1270 à 1272, les parlements seront toujours convoqués pour prendre conseil, et des décisions non liées aux impositions (premières apparitions de *bills* et de *petitions* pour exprimer des demandes au roi).

1272-1307 : Édouard I^{er}. Son règne est marqué par une œuvre juridique majeure dans les domaines pénal, civil et commercial, justifiant la convocation des parlements également sollicités pour les guerres menées contre les Gallois, les Écossais et la France. Edward Coke le qualifiera de « Justinien de l'Angleterre ». C'est aussi à cette époque que l'on fait remonter les premiers « *statutes* », textes législatifs les plus importants, car adoptés avec le grand conseil (apparition des *statute rolls*).

Vers 1270 : Premières archives et rôles parlementaires.

1275 : *Statute of Westminster* et *Hundred Rolls* qui concluent le recensement des droits royaux et des tenures dans le royaume.

1276-1283 : Conquête du Pays de Galles par Édouard I^{er}.

1284 : *Statute of Rhuddlan* actant l'annexion du Pays de Galles.

1285 : *Second Statute of Westminster* et *Statute of Winchester* qui modifient en profondeur le droit criminel et le droit civil en poursuivant l'extension de la compétence des juridictions royales.

1286 : Le writ *Circumspecte Agatis* limite la compétence *rationae materiae* des juridictions ecclésiastiques.

1290 : L'île de Man tombe sous contrôle anglais. Vers cette date, un traité anonyme (*Fleta*) consacre l'expression de « roi en son Parlement » (« *Habet etiam curiam suam in consilio suo in parliamentis suis* »).

1295 : « Parlement Modèle » réunissant le clergé, les nobles, les chevaliers, et des représentants des comtés et des bourgs.

1295 : « *Auld Alliance* » entre l'Écosse et la France.

1296 : Début de la guerre d'indépendance de l'Écosse.

1297 : Les difficultés s'amoncellent en Écosse et en Gascogne, aggravant les finances royales. Des soulèvements se font jour dans les différentes couches de la population (clergé, nobles, marchands) qui expriment leurs remontrances au roi (*Monstrances* puis *De Tallagio non Concedendo*).

- Suite à une défaite contre les Écossais en l'absence du roi alors en Flandre, les Chartes sont confirmées (*Confirmation Cartarum*).
- 1300 : Les Articles sur les Chartes prévoyant de nouvelles concessions du roi pour limiter ses prérogatives.
- 1301 : Première apparition du titre de Prince de Galles donné au fils du monarque.
- 1305 : Fort développement des *commons petitions* au Parlement (pétitions de chevaliers et de bourgeois relayant les intérêts locaux des villes et des bourgs dont environ 80 sont systématiquement désignés dans les *writs* de convocation). Elles s'accroîtront à partir de 1315 et seront exprimées au nom « de la communauté du royaume ». Alors que les grands et les prélats utilisent le parlement pour lutter contre les proches du roi, les communes y voient un moyen de discuter de sujets distincts (application de la loi, maintien de l'ordre...).
- 1306 : Robert Bruce, roi d'Écosse.
- 1307-1327 : Édouard II. Son règne est marqué par la lutte entre ses proches et les barons qui tiennent les rênes du pouvoir, notamment Gaveston.
- 1307 : Apparition du « *Keeper of the Household Wardrobe* », qui sera bientôt responsable du Sceau privé du roi, par lequel ce dernier, en son nom personnel, transmet ses ordres, notamment au Lord Chancellor qui conserve le Grand Sceau du Royaume qui apparaît sur les actes officiels. L'utilisation du sceau marque la relation entre la volonté du roi et les actions de ses conseillers.
- 1310 : Les barons nomment 21 grands et prélats pour contrôler le roi et son gouvernement. Les décisions prises par ce comité en 1311 sont qualifiées d'ordonnances, confirmées et publiées par le parlement qui fonctionne selon le modèle de la Réforme de 1258-1259.
- 1314 : Victoire écossaise à Bannockburn.
- 1315 : Une pétition des communes reproche l'attitude de certains seigneurs qui manipulent la justice pour écarter leurs ennemis.
- Vers 1320 : Le *Modus Tenendi Parliamentum* établit des règles de fonctionnement du parlement. Il ne saurait y avoir de parlement hors la présence du roi. Il est fait référence aux « pairs » qui le composent et accrédite la thèse de l'apparition d'un groupe homogène au sein du parlement.
- 1321 : Premier *Bill of Attainder* permettant au parlement, sur la demande du roi, de déclarer coupable un individu sans passer par un procès ordinaire.
- 1322 : Annulation des Ordonnances de 1311 par le parlement d'York. Le *Statute of York* qui en découle fait référence aux prélats, comtes et barons et à la communauté du royaume qui se distingue des premiers.

1327 : Assassinat d'Édouard II après son abdication forcée actée par le parlement qui reconnaît son fils comme héritier.

1327-1377 : Règne d'Édouard III.

1328 : Édouard III reconnaît l'indépendance de l'Écosse. À la mort de Charles IV, il revendique la couronne de France.

1337-1453 : guerre de Cent Ans. Édouard III renonce à son hommage au roi de France pour l'Aquitaine après sa confiscation par Philippe VI en sus du comté de Ponthieu.

1340 : Édouard III, roi d'Angleterre et de France.

1341 : Le monarque est contraint d'accepter que ses ministres soient nommés par « le roi en son Parlement ».

Été 1347 : Prise de Calais.

1348 : Fondation de l'Ordre de la Jarretière.

1351 : Adoption du *Statute of Treasons*. Inspiré du *common law*, c'est l'un des plus anciens textes toujours en vigueur au Royaume-Uni. Il apporte des garanties aux nobles contre l'arbitraire royal.

19 septembre 1356 : Victoire du Prince Noir à Poitiers. Le roi de France est fait prisonnier.

8 mai 1360 : Traité de Brétigny-Calais par lequel Édouard III renonce à ses prétentions au trône de France en échange de la souveraineté sur l'Aquitaine.

Novembre 1368 : Rupture du traité de Brétigny-Calais par Charles V.

1361 : Le *Justices of the Peace Act* institutionnalise des autorités locales pour assurer la paix du roi et garantir l'application des lois royales. La liberté conditionnelle est instaurée.

1371 : Dynastie des Stewart en Écosse.

1373 : Alliance anglo-portugaise, la plus ancienne encore en vigueur dans le monde.

1376 : « Bon Parlement ». Convoqué par le roi, le Parlement proroge ses débats pour examiner 146 pétitions (un record) remettant en cause l'administration royale. Les nouvelles impositions sont refusées, en particulier par les *commons*, et une nouvelle composition du conseil du roi est exigée. Le refus est transmis par un représentant choisi par le Parlement, Sir Peter de la Mare, considéré comme le premier *Speaker* du Parlement. Les *commons* demandent également à ce que certains favoris du roi, membres du conseil, soient jugés par les *lords* (première forme d'*impeachment*).

Automne 1376 : Une charte royale règle la succession au bénéfice du premier successeur mâle du roi en ligne directe de la branche aînée.

1377 : La réunion d'un nouveau Parlement confirme l'annulation de la grande majorité des concessions et des *impeachments* de 1376. Gouvernement assuré par Jean de Gand, duc de Lancastre, durant la minorité du roi.

1377-1399 : Richard II

1381 : Révolte des Paysans à la suite de la Grande Peste.

1385 : Invasion de l'Écosse par Richard II.

Automne 1386 : « Parlement Admirable ». *Impeachment* du chancelier Michael de la Pole à la suite de la mise en accusation par les Communes et de la condamnation par les Lords, et constitution d'une commission de 14 membres chargée du contrôle des dépenses royales.

Août 1387 : Le roi sollicite le *Chief Justice* du *King's Bench* et six juges assesseurs pour répondre à dix questions sur l'étendue de la prérogative royale. Richard est confirmé dans ses droits : aucun conseil ne peut être imposé au roi, il décide seul de la réunion et de la dissolution du Parlement et la procédure d'*impeachment* ne peut être menée sans son consentement. Une nouvelle incrimination de trahison s'affirme sous la forme d'atteinte à l'exercice de la prérogative royale.

1388 : « Parlement sans Merci » à la suite de l'appel de magnats (les Appelants). Condamnation de tous les proches du roi empêchant l'accès à sa personne. Des ministres lui sont imposés.

22 janvier 1397 : Le Parlement s'oppose à de nouvelles impositions pour des opérations qui concernent la personne du monarque, et non le royaume. S'ensuit une pétition des communes déposée devant les lords contenant l'ensemble des reproches formulés contre le roi.

Septembre 1397 : « Grand Parlement », manipulé par Richard II. Le chancelier Bishop évoque trois principes du bon gouvernement favorables à la prérogative royale. Les ennemis du roi sont emprisonnés ou liquidés.

1399 : Nouvelle crise entre le roi et les magnats par l'élimination de la succession au trône du fils de Jean de Gand, les manipulations du Parlement et la mise à l'écart des adversaires du camp de Richard. Henry Bolingbroke dépose Richard II (*Articles of Deposition* rappelant que le roi doit gouverner dans le respect du droit) et devient roi d'Angleterre sous le nom d'Henry IV. La procédure de confirmation au trône se fait pour la première fois en Anglais. Le Français n'est plus la langue officielle de la cour.

L'affrontement entre Lancastre et York

1400-1410 : Soulèvement au Pays de Galles dirigé par Owen Glendower, soutenu par les Mortimer, les Percy, la France et l'Écosse.

1401 : *De heretico comburendo* contre les hérétiques Lollard.

1403 : Rébellion des Percy contre les préférences royales envers Ralph Neville.

1405 : Invasion française du sud du Pays de Galles.

1406 : « Long Parlement » issu du mécontentement des parlementaires à l'égard de la politique royale. Mise en place d'un conseil de magnats pour réformer les finances royales et assurer la défense du royaume. Les Communes et les Lords acceptent une charte royale qui transmet la Couronne aux enfants mâles d'Henry IV Cette transmission est annulée trois mois plus tard. L'usurpation d'Henry IV justifie son recours au Parlement pour asseoir la légitimité de sa succession.

1413-1422 : Règne d'Henry V.

1414 : Lors du Parlement d'avril, les Communes demandent à ce qu'aucune nouvelle disposition ne modifie les pétitions originales sans leur accord.

25 octobre 1415 : Bataille d'Azincourt. S'ensuivent un succès naval à Harfleur, la conquête de la Normandie et la prise de Rouen.

1420 : Traité de Troyes. Henry V reconnu héritier de Charles VI.

1422-1461 : Henry VI (couronné à Westminster en 1429 et à Paris en 1431). Institution d'un conseil de régence durant sa minorité. Roi fou, il délègue largement son pouvoir en Angleterre (lutte des Beaufort et des Gloucester) comme en France.

1429 : Le Parlement s'oppose à la poursuite du financement de la guerre, favorisant la levée du siège d'Orléans.

1433 : Les Communes et les Lords donnent un assentiment commun à toute législation statutaire.

1449-1450 : Multiples révoltes en Angleterre, notamment de Jack Cade.

Vers 1450 : Un conseil du roi se réunit désormais régulièrement (il comprend désormais toujours le Chancelier, le Trésorier, le Gardien du Sceau privé, et deux archevêques). Des proclamations royales y sont adoptées. Des conseils locaux apparaissent également.

1453 : Victoire française à Castillon. Fin de la guerre de Cent Ans. L'Angleterre ne conserve que Calais et une partie de la côte gasconne.

1454 : Richard, duc d'York, devient protecteur du royaume par l'intervention des Lords.

1455 : Bataille de Saint Albans qui marque le début de la Guerre des Roses dans laquelle s'affrontent la monarchie Lancastre et le prétendant Richard, duc de York et descendant direct d'Édouard III par son quatrième fils, Edmond de Langley.

1460 : Victoire des Yorks à Towton. Le Parlement se réunit pour déterminer si les revendications des Yorks peuvent être accueillies, tandis que Henry VI cherche à faire confirmer ses droits et ceux de ses héritiers au trône d'Angleterre. Deux arguments s'opposent : le droit féodal de succession personnelle au trône est favorable aux Yorks ; la durée de la dynastie Lancastre qui règne depuis 1399 et dont trois membres ont été valablement couronnés. Les Lords adoptent une position médiane en maintenant Henry VI sur le trône, mais en faisant des Yorks ses héritiers au trône, plutôt que le Prince de Galles âgé de 7 ans. Le compromis est accepté dans un premier temps par un serment de fidélité du duc d'York à Henry VI et l'adoption d'une loi accordant l'immunité à York, ainsi que tous les attributs de l'héritier du trône, à l'exception du titre de Prince de Galles. La charte de 1406 est abrogée.

1461-1483 : Auto proclamation d'Édouard IV à la suite de plusieurs victoires militaires succédant au non-respect par les Lancastre de l'accord de 1460 et de la mort de Richard, duc d'York et de son second fils Edmond.

Vers 1470 : John Fortescue publie *De laudibus legum Angliae* et *On the Governance of the Kingdom of England*, l'un des tous premiers traités sur les institutions anglaises. L'auteur insiste sur la continuité du droit anglais et la supériorité du système légal.

1470-1471 : Henry VI retrouve son trône à la suite d'une alliance entre son épouse Marguerite d'Anjou et Warwick, jusqu'alors dans le camp yorkiste.

1474 : Invasion de la France par Édouard IV à la suite de son alliance avec Charles le Téméraire, duc de Bourgogne. Il négocie son retrait avec le roi de France et obtient le versement d'une somme lui permettant de se passer du Parlement pour financer sa politique. La réunion des parlements se fait plus rare.

Avril-Janvier 1483 : Édouard V est couronné dans la confusion. Son père avait désigné Richard, duc de Gloucester, pour assurer la régence durant la minorité de son fils. La mère d'Édouard s'oppose aux prétentions de Gloucester. Elle souhaite un couronnement rapide reporté après la capture par le duc d'Édouard V. Après avoir mis en cause des membres du Conseil du Roi, il revendique la couronne. Le Parlement reconnaît la bigamie d'Édouard V et met fin aux droits de succession de ses enfants ; il appelle enfin Richard au trône. La légalité de ce Parlement est mise en cause, comme en 1399, car il n'a pas été convoqué par le roi.

1483-1485 : Règne de Richard III. La finalisation de ses droits au trône n'interviendra qu'en 1484 par l'adoption du *Titulus Regis* par le Parlement. Lors du Parlement de 1484, les débats sont pour la première fois retranscrits en anglais.

Août 1485 : Henry Tudor tue Richard III lors de leur opposition à Bosworth.

Schismes et réformes des Tudor

1485-1509 : Règne d'Henry VII.

18 janvier 1486 : Mariage d'Henry VII et d'Élisabeth d'York, fille d'Édouard IV.

1503 : Mariage entre Margaret Tudor et le Roi d'Écosse Jacques IV à la suite du traité d'Ayton de 1502.

1509-1547 : Règne d'Henry VIII.

1512 : *Strode's Case*. Un membre du Parlement est condamné à une amende qu'il refuse de payer, ce qui le conduit en prison et l'empêche de défendre un texte législatif. Le Parlement annule la décision de la juridiction locale, consacrant l'immunité parlementaire de Strode. S'ensuit l'adoption du *Privilege of Parliament Act 1512*.

1512 : Le bénéfice de juridiction du Clergé est considérablement réduit.

1515-1529 : Thomas Wolsey, Lord Chancellor.

1520 : Camp du Drap d'Or où Henry VIII rencontre François I^{er}.

1523 : Thomas More : *Petition for Freedom of Speech*. Le Parlement est hostile à la politique fiscale de Wolsey.

1525 : Henry VIII rend publique sa décision de se séparer de Catherine d'Argon.

1529-1532 : Thomas More, Lord Chancellor.

1529-1530 : Réunion du Parlement soutenant la politique royale. Condamnation de membres importants du clergé pour non-respect du *Statute of Praemunire* de 1393 protégeant les prérogatives royales en matière judiciaire. Étendue à l'ensemble du clergé, la mesure conduit ce dernier à verser une somme importante à la Couronne pour obtenir le pardon royal. *Dialogue Between Reginald Pole and Thomas Lupset* de Thomas Starkey présentant les institutions du royaume (le Parlement détient l'autorité politique : le roi représente le principe monarchique, les Lords le principe aristocratique et les Communes le principe démocratique).

1531 : Henry VIII demande au Pape d'être reconnu comme le chef de l'Église en Angleterre. Le Pape Clément interdit à Henry VIII une nouvelle union maritale, mais accepte de ne pas reconnaître le mariage avec Catherine d'Aragon comme totalement valide.

1532 : La Chambre des Communes adopte la *Common supplication against the Ordinaries*.

1533 : *Act in Restraint of Appeals* interdisant les appels à Rome des tribunaux ecclésiastiques anglais. Thomas Cromwell, Chancelier de l'Échiquier.

1534 : *Act of Supremacy* consacrant Henry VIII chef suprême de l'Église d'Angleterre. Le Parlement confirme la nullité de l'union avec Catherine d'Aragon. Sa fille Mary est exclue de l'ordre de succession au profit d'Élizabeth, née en 1533 du mariage d'Henry VIII avec Ann Boleyn. Excommunication par le pape Paul III. Révolte des Fitzgerald contre la politique henricienne en Irlande.

1536 : Acte d'Union entre l'Angleterre et le Pays de Galles ; dissolution des monastères ; deuxième *Act of Succession* excluant Élizabéth de la succession royale (l'exclusion de Mary est aussi confirmée). Cromwell, *Lord Privy Seal* : il met fin à la dichotomie avec le *Great Seal*. Suppression de l'office de *Lord Steward* au profit du *Lord Great Master* ; le *Lord Chamberlain*, à la tête de la Chambre du roi ou *Household* lui est soumis. Il institutionnalise le *Privy Council* en le distinguant des réunions du *King's Council* dont la composition variait fortement.

1536-1537 : Révolte du Pèlerinage de Grâce contre la politique, notamment religieuse, d'Henry VIII et de Thomas Cromwell.

1539 : *Act of Six Articles* qui rétablit pour l'Église d'Angleterre une partie du dogme catholique comme la transsubstantiation. *Act of Proclamations* : le Parlement autorise le roi à prendre des mesures législatives par l'adoption de proclamations (ou ordonnances). Perçue souvent comme une illustration de l'absolutisme henricien, cette loi ne fait pourtant que valider une pratique ancienne, voire l'encadre *a minima*. L'acte sera abrogé sous Édouard VI.

1540 : Disgrâce de Thomas Cromwell mis en accusation par le Parlement.

Début des années 1540 : création par le Parlement de nouvelles institutions financières comme la *Court of Wards* et la *Court of General surveyors*.

1540-1545 : Guerre en Écosse.

1541 : Le Parlement irlandais vote une loi créant le Royaume d'Irlande englobant toute l'île. La Couronne anglaise contrôle directement l'île et les institutions anglaises y sont répliquées.

1542 : *Ferrers' case* consacrant l'interdiction d'arrêter un parlementaire dans l'exercice de ses fonctions.

1543 : Troisième *Succession Act* confirmant les droits d'Édouard, prince de Galles sur les Couronnes d'Angleterre, du Pays de Galles et d'Irlande. Mary et Élisabeth sont restaurées dans leurs droits. En cas de disparition de ses trois héritiers directs, Mary, duchesse du Suffolk, est désignée héritière du trône, ce qui exclut la lignée de Margaret Tudor, fille d'Henry VII et épouse de Jacques IV d'Écosse. Le Parlement autorise le roi à modifier l'ordre de succession par testament.

1546 : Traité d'Ardres (ou de Camp) avec la France après l'échec de la campagne débutée avec Charles Quint en 1543.

1547-1553 : Règne d'Édouard VI. Durant sa minorité, l'acte de 1536 prévoit la constitution d'un *Privy Council* en charge du gouvernement du royaume jusqu'au 18 ans d'Édouard (pour la première fois, un acte fixe le début de la majorité). La division de la cour du roi, qui est le centre du pouvoir royal à partir d'Henry VIII, est institutionnalisée : le *domus providencie* (*Household*), et le *domus magnificencie* (*Chamber*).

1547 : Le Parlement abroge une grande partie des lois étendant les incriminations pour trahison. La politique de restriction religieuse à l'égard des catholiques est approfondie. La *Star Chamber* est institutionnalisée. La structuration judiciaire anglaise semble clairement établie à l'époque des premiers Tudors : *Common pleas* (civil), *Star Chamber* (délits mineurs et violences), *King's Bench* (crimes), *Exchequer of Pleas* (finances royales), *Court of Chancery* (*equity*, les autres juridictions appliquant le *common law*).

1549 : *Act of Uniformity* qui consacre le *Book of Common Prayer* du culte anglican. Soulèvements dans les comtés du sud en raison d'une situation économique difficile aggravée par la poursuite des hostilités en Écosse par Édouard Seymour, lord protecteur du royaume.

1553 : *Devise of the Succession* d'Édouard VI qui exclut ses deux demi-sœurs de la succession au profit de l'héritière de la seconde sœur de Henry VIII, Jane Grey. La légalité de cet acte est douteuse, dans la mesure où seul Henry VIII pouvait modifier l'ordre de succession par testament selon la loi de 1536. Tout amendement à ces dispositions devait donc passer par le Parlement. Le problème juridique est discuté d'abord par le *Privy Council* et le *King's Bench*. Il est précisé qu'une lettre patente qui validerait le testament ne saurait passer outre un acte du Parlement. Une réunion de nombreux notables et ecclésiastiques valide les lettres patentes.

Juillet 1553 : Le règne de Jane Grey dure 9 jours. Mary Tudor, fille d'Henry VIII et de Catherine d'Aragon, avait revendiqué le trône dès le 9 juillet. Elle réunit une armée en East Anglia et s'empare de Londres avec le soutien de la population et des catholiques. Elle est proclamée reine le 19 juillet. Jane Grey est décapitée. Les lois anti-catholiques sont abrogées, malgré l'opposition d'une partie des Communes.

1553-1558 : Première femme régnante, Mary I^{ère} la Catholique (elle abandonne le titre de Chef suprême de l'Église d'Angleterre) est aussi la

célèbre « *Bloody Mary* ». Relativement exagéré par rapport aux pratiques des souverains du reste de l'Europe, le règne de Mary Ire permet de restaurer les finances royales, notamment grâce aux réformes de William Paulet.

1554 : Mariage avec Philippe II d'Espagne, fils de Charles Quint et donc roi d'Angleterre. Le fait que Mary soit une femme pose des difficultés en raison de son mariage avec Philippe II. Théoriquement, le mariage devrait conduire à ce que soient transmises les possessions de Mary à Philippe II. Pour éviter ce risque, et bien que Philippe II se voie accorder le titre de Roi d'Angleterre, de multiples précautions juridiques sont prises afin d'exclure toute prétention au trône d'Angleterre des Habsbourg à l'avenir et ne pas mêler les politiques espagnole et anglaise. Le mariage est ratifié par le Parlement. Malgré ces précautions, le mariage est très impopulaire. Révolte de Thomas Wyatt contre la politique de Mary évitant l'exclusion d'Élisabeth de la succession.

1555 : Abolition de toutes les lois religieuses adoptées depuis 1529. Les protestants sont persécutés avec le rétablissement de lois sur l'hérésie.

1558 : Engagée dans une guerre contre la France sous l'influence de Philippe II, l'Angleterre perd Calais.

1558-1603 : Règne d'Élisabeth I^{ère}.

1559 : *Act of Uniformity* qui généralise de nouveau l'usage du *Prayer Book* et confirme la compétence du Parlement en matière religieuse. Retour à une politique anglicane stricte et le monarque britannique est de nouveau le gouverneur suprême de l'Église anglicane (*Act of Supremacy*). La *Court of High Commission* acquiert un véritable statut (une commission avait été instituée dès 1535 pour assurer l'application du premier acte de suprématie).

Vers 1560 : Thomas Smith écrit *De Republica Anglorum : the Maner of Gouvernement or Policie of the Realme of England*. Le gouvernement de l'Angleterre est présenté comme mixte. Le Parlement représente le royaume et le roi en est une partie intégrante. Durant la période élisabéthaine, la procédure parlementaire est formalisée (*private et public bills*, nombre de lectures – 3 –, *royal assent*) et le privilège parlementaire s'affirme (*freedom of speech* néanmoins conçu strictement par le monarque dans le cadre de la raison d'État élaboré par Elizabeth ; pas d'arrestation dans le cadre des fonctions parlementaires, accès direct du *speaker* au monarque). Le monarque demeure au centre du pouvoir en conservant un veto sur les textes adoptés par le Parlement en refusant le sceau royal (Élisabeth l'utilisera 34 fois). La législation économique explose, en lien avec les découvertes territoriales et le commerce maritime.

1561 : Marie Stuart, reine d'Écosse. Elle établit sa cour à Holyrood.

1562 : Occupation du Havre par les Anglais.

1563 : Promulgation des Trente-Neuf Articles complétant les actes de 1559.
La loi sur les artisans fixe les conditions de travail dans les manufactures.

1567 : Mary, Reine d'Écosse, est poussée à abdiquer.

1569-1572 : Révolte de Fitzmaurice en Irlande.

1570 : Excommunication d'Élisabeth I^{ère} par le pape.

1571 : La personnalité juridique est attribuée aux universités d'Oxford et de Cambridge qui peuvent se gérer seules, sans le soutien de l'État.

1572 : Le Parlement s'exprime en faveur de l'exécution de Mary.

1582 : Première colonie anglaise à Newfoundland (Terre-Neuve).

1587 : Exécution de Mary après un vote du Parlement intervenu en 1585.

1588 : Victoire de la marine anglaise sur l'Invincible Armada espagnole.

1600 : Fondation de la Compagnie des Indes Orientales.

1601 : *Golden Speech* d'Elizabeth Ire, marquant la fin de son règne. *Poor Law* qui assure la protection des pauvres en s'appuyant sur des paroisses civiles.

Les affrontements sur la prérogative royale ou le tournant du XVIIe siècle

1603-1625 : Règne de Jacques VI d'Écosse (Jacques I^{er} d'Angleterre) qui unit personnellement les couronnes d'Écosse et d'Angleterre. Le nouveau roi est favorable à la monarchie absolue (*The Trew Law of Free Monarchies* et *Basilikon Doron* des années 1598-1599 dont il est l'auteur sont révélatrices sur sa conception de l'autorité royale, détentrice de la souveraineté et d'essence divine). Le règne est marqué par la lutte entre les Howard (favorables aux catholiques et à l'Espagne) et un groupe constitué autour de l'archevêque de Canterbury Abbot.

1604 : Paix avec l'Espagne. La Chambre des Communes s'estime seule compétente pour apprécier la validité d'une élection de l'un de ses membres. Les Communes rappellent les privilèges et les libertés du Parlement dans le texte *The Form of Apology and Satisfaction*.

1605 : Conspiration des Poudres menée par le catholique Catesby et Fawkes visant à assassiner le roi et à faire sauter la Chambre des Lords.

1606 : *Bate's case*. La Cour de l'Échiquier considère que le roi a la possibilité de lever des impôts afin de réguler le commerce (et non pour imposer les revenus). Le litige remet au centre des débats la *Magna Carta*.

1606-1607 : Le Parlement s'oppose à l'union législative et institutionnelle entre l'Écosse et l'Angleterre voulue par Jacques I^{er}. Les Écossais se voient refuser la nationalité anglaise, même nés après 1603.

1606-1616 : Edward Coke, *Chief justice of the Common Pleas*, puis *Chief justice of the King's Bench*. Il se prononce en faveur du pouvoir parlementaire et du rôle des juges contre la conception absolutiste de Jacques I^{er}. L'expression d'Ancienne Constitution fait son apparition pour désigner la spécificité de la Constitution anglaise depuis la période normande.

1607 : *Case of Prohibitions del Rey*. Le juge Coke exclut que la prérogative royale puisse être invoquée pour que le roi dispense la justice.

1608 : *Calvin's case* par lequel les natifs écossais nés après 1603 (*postnati*) se voient reconnaître la qualité d'Anglaise et bénéficient de la loi anglaise contre la position du Parlement un mois auparavant.

1610 : Le Parlement se réunit et voit l'opposition du roi face au contrôle du Parlement sur les finances du royaume. Sous l'influence de Robert Cecil, les deux institutions parviennent à un accord, « *The Great Contract* », sur ce sujet : le Parlement accorde une nouvelle dotation au roi, mais ce dernier doit en échange accepter de ne plus être maître des revenus retirés de ses droits féodaux. L'accord ne tient pas. Jacques I^{er} dissout le Parlement et s'appuie sur la *City* pour les finances courantes immédiates. L'expression « *rule of law* » apparaît dans une pétition adressée au roi, la *Petition of Grievances*.

1611 : *Case of Proclamations*. Consultés par le roi, Coke et ses assesseurs soutiennent que la portée de la prérogative royale ne peut être modifiée par la simple volonté royale. Jacques I^{er} s'oppose à cette vision restrictive et trop favorable au Parlement.

1614 : Parlement Stérile.

1618-1648 : Guerre de Trente Ans.

1621 : Jacques I^{er} est contraint de convoquer un nouveau Parlement pour le financement d'une opération militaire en faveur de l'Électeur palatin, beau-fils du roi. Condamnation de Francis Bacon pour fraude à la suite de manipulations de Buckingham, le *Lord High Admiral*, et d'E. Coke. Le roi rappelle à l'ordre les Communes qui ne doivent pas traiter des questions de politique étrangère qui relèvent de la prérogative. Il soutient également que le privilège parlementaire relève de la volonté du roi, ce qui conduit le Parlement à adopter une Proclamation dans laquelle il déclare solennellement le caractère coutumier de ce privilège. Le roi exclut cette conception, suspend le Parlement et emprisonne Coke.

1624 : Nouvelle convocation du Parlement contrainte par l'état des finances. Le roi est obligé de faire des concessions et accepte que les Communes traitent de la politique étrangère.

1625-1649 : Règne de Charles I^{er}. Le Parlement n'est plus convoqué au début du règne (« les onze années de tyrannie ») et le conseil privé se renforce par l'apparition de commissions permanentes. Il s'appuie aussi sur deux juridictions pour se saisir des affaires judiciaires (*Court of High Commission* et la *Star Chamber*).

1625 : Charles I^{er} lève un emprunt forcé pour financer la guerre contre l'Espagne. L'urgence est avancée par Charles I^{er} pour asseoir sa politique critiquée par certains notables (les cinq chevaliers) qui considèrent que les libertés anglaises sont menacées.

1626 : Le Parlement, réuni pour accorder de nouveaux impôts à la Couronne, met en accusation Buckingham. Le roi dissout le Parlement pour le protéger.

1627 : *Darnell's case* : le *King's bench* refuse de libérer les cinq chevaliers qui ont refusé de payer l'emprunt forcé. Les raisons de sécurité nationale permettent au roi d'emprisonner tout individu sans la garantie d'un procès équitable. Guerre avec la France (protection des huguenots de La Rochelle).

1628 : Le Parlement présente au roi la *Petition of Right* qui critique le recours à l'emprunt forcé, les arrestations arbitraires, et la loi martiale. Le texte a peu de portée. Assassinat de Buckingham. Charles I^{er} se méfie du Parlement qu'il considère comme un frein à sa politique.

1634 : *Ship Money* restauré. Il s'agissait d'un impôt féodal que le roi pouvait lever sur les comtés maritimes en cas de circonstances exceptionnelles (urgence, guerre). Une forte opposition se dessine contre ce nouvel impôt non consenti par le Parlement, en particulier lorsqu'il est étendu à tout le royaume. La politique autoritaire (*thorough* et *personal rule*) et pro catholique (monarchie de droit divin) de Charles I^{er} s'affirme.

1637 : *R vs Hampden case* : la cour de l'Échiquier confirme la légalité du *ship money*. Début de la révolte écossaise contre la politique religieuse de Charles I^{er} (première et seconde guerres des évêques 1638 et 1640, favorables à l'Écosse).

Avril-mai 1640 : *Short Parliament*. Occupation de Newcastle par les Écossais. Wentworth, *Lord deputy of Ireland*, souhaite mobiliser l'armée d'Irlande contre les Écossais. Face au refus du Parlement de financer cette guerre, le roi le dissout.

Novembre 1640 : *Long Parliament*. Le Parlement s'ouvre sur des accusations de John Pym contre les archevêques Laud et Wentworth. Les deux prélats sont envoyés à la Tour de Londres. Les Lords votent la condamnation à reculons. Le roi appose le sceau royal au *Bill of Attainder* après que Wentworth s'est proposé en sacrifice pour apaiser le Parlement. Premier *Habeas Corpus Act*.

1641 : *Triennial Act* et *Own consent Act* : il est interdit d'ajourner, proroger ou dissoudre le Parlement sans son accord. Le Parlement doit être

convoqué au moins une fois tous les trois ans. Abolition de la *Star Chamber*, de la *High Commission*, du Conseil des Marches et du Conseil du Nord. Suppression du *ship money* et de plusieurs impôts. Abolition de la censure éditoriale. *Dix Propositions* pour une réforme des rapports entre le roi et le Parlement. Rébellion en Irlande des catholiques de l'Ulster contre les protestants. Les *Confederate Catholics of Ireland* prennent le contrôle d'une grande partie de l'île. Adoption à une très courte majorité par le Parlement de la Grande Remontrance proposée par Pym prévoyant le contrôle de la Couronne par le Parlement.

1642 : Charles I^{er} tente de soumettre ses opposants parlementaires par la force en pénétrant dans les Communes avec une milice armée. Il échoue en raison de l'opposition du Parlement qui adopte des mesures matérielles contre le roi (mobilisation d'une force londonienne commandée par Skippon nommé par le Parlement). Ce dernier se réfugie à Oxford. Adoption de l'*Exclusion Bill* (les lords spirituels sont exclus de la chambre haute), du *Impressment Bill*, et du *Militia Bills* (contrôle des pouvoirs militaires par le Parlement) par les Lords, confirmant la réduction de la prérogative royale. Charles I^{er} refuse de promulguer le dernier projet qui est adopté sous forme d'ordonnance par le Parlement. Le roi appelle au non-respect de l'ordonnance, tandis que l'opposition royaliste au Parlement s'affirme. Les chambres s'orientent vers des mesures physiques contre le roi en distinguant sa personne et sa fonction dont les prérogatives pourraient être transférées. Réponse défavorable de Charles I^{er} aux Dix-Neuf Propositions du Parlement. Le roi reconnaît dans sa réponse que la Constitution d'Angleterre consacre le gouvernement mixte, équilibré entre la monarchie, l'aristocratie et la démocratie. Le roi gouverne sous l'autorité de la loi, mais conserve des prérogatives propres indépendamment du contrôle du Parlement (affaires étrangères, défense, pouvoirs de nomination de ses conseillers, de convocation et de dissolution du Parlement).

1642-1646 : Guerre civile, « Guerre des Trois Royaumes », en Écosse (guerres des Évêques), en Irlande (rébellion catholique) et en Angleterre (entre le Parlement et le roi).

1643 : *Solemn League and Covenant* : accord entre les parlementaires anglais et les Écossais pour préserver la réforme dans le royaume.

1645 : Victoire des troupes parlementaires (*New Model Army* soutenue par les Écossais qui ont conclu un accord avec Pym) à Naseby où s'illustrent Thomas Fairfax et Olivier Cromwell.

27 avril 1646 : Charles I^{er} se rend.

1647 : Libération de Charles I^{er} par le Parlement. Soulèvement des *Levellers* contre le Long Parlement qui n'a pas su mener les réformes et est incapable de payer son armée. Le mouvement issu des classes populaires prône l'égalité des droits, l'abolition de la monarchie et de la Chambre des Lords. Les *Levellers* sont écrasés par le Parlement qui recourt à des procédures arbitraires. La *NMA*, infiltrée par les *Levellers*, est dissoute par

les Communes. En mai est rédigée l'Humble Remontrance qui marque l'opposition à la dissolution de la *NMA* tant qu'elle n'obtiendra pas gain de cause. L'armée s'érige, par la constitution de comités, en force politique. Oliver Cromwell prend la tête d'une Représentation de l'Armée qui exige la purge du Parlement, la détermination de parlements à la durée fixe, et le pouvoir de proposer des pétitions au Parlement. Les *Heads of Proposals* précisent les prérogatives du Parlement (réunion bisannuelle après deux élections annuelles, représentation régionale selon leur population et leur importance, contrôle de l'armée ; nomination des grands commis de l'État dont les fonctions sont limitées à 10 ans ; confirmation de l'Église d'Angleterre, liberté de religion). L'accord n'est pas finalisé alors que le camp royaliste est favorable au retour de Charles I^{er} selon les conditions de 1641. Les Communes sont envahies le 26 juillet et il enjoint au Parlement de faire revenir le roi à Londres occupé par l'armée. L'armée se mutine contre Fairfax, considéré comme trop conciliant avec le roi. Les nouveaux comités militaires adoptent le *Case of the Army Truly Stated* qui reconnaît que tout pouvoir est originellement et essentiellement issu du peuple. Le suffrage universel masculin est soutenu pour les élections aux Communes. Le 28 octobre est adopté l'*Agreement of the People* : dissolution de l'actuel parlement, le pouvoir souverain est assumé par le Parlement, mais le peuple dispose de « *native rights* » (liberté de religion, liberté d'enrôlement militaire, égalité devant la loi, non-condamnation pour les événements publics qui se sont déroulés). Le roi s'enfuit d'Hampton Court où il est prisonnier. Il tente de rallier les Écossais à sa cause en s'engageant (l'Engagement) avec les Convenantaires en faveur de la généralisation du presbytérianisme dans les trois ans.

1648 : Traité de Westphalie.

1648-1649 : Reprise de la Guerre civile. Les troupes écossaises favorables à Charles I^{er} (*Engagers* favorables à l'Engagement) sont défaites par la *NMA*. Les Whiggamores (du terme *whiggam*, cri utilisé par les *country men* pour faire avancer les chevaux) font un raid sur Édimbourg contre le roi et ses forces.

18 novembre 1648 : *Remonstrance of the Army* sollicitant la purge du Parlement et le procès du roi. Après les purges, le *Long Parliament* devient le Parlement Croupion.

4 janvier 1649 : Les Communes adoptent une résolution reconnaissant que le peuple est à l'origine de tout pouvoir, que les Communes, choisies par le peuple, le représentent et disposent, réunies en Parlement, du pouvoir suprême. Les Communes, réunies en Parlement, adoptent les lois. Le roi ou les lords ne peuvent s'opposer à sa volonté.

27 janvier 1649 : À la suite d'un procès illégal, Charles I^{er}, qualifié d'ennemi public, est condamné à la décapitation pour tyrannie, trahison, et meurtre.

30 janvier 1649 : Exécution de Charles I^{er}.

- 6 février 1649 : Abolition de la Chambre des Lords et de la monarchie.
- 19 mai 1649 : Proclamation du Commonwealth (ou « État libre ») par un parlement monocaméral.
- 1650 : Cromwell vainc les troupes du Prince de Galles à Dunbar en Écosse. La monarchie et le parlement écossais sont abolis.
- 1651 : Hobbes, *Leviathan*.
- 1653 : *Instruments of Government* qui accordent formellement le pouvoir exécutif à un Lord Protecteur du Commonwealth. Il s'agit de la première constitution écrite qu'aient connue les îles britanniques. Un conseil de 15 personnes entoure le Lord Protecteur, Cromwell. Le pouvoir législatif appartient à ce dernier et à un parlement monocaméral renouvelé tous les trois ans.
- 1654 : Cromwell adopte des ordonnances ayant valeur législative tant que le Parlement ne s'y oppose pas. Le procédé permet à Cromwell d'imposer une politique militariste et répressive sur l'ensemble du royaume (voy. *Treason Ordinance*).
- 1654-1655 : *Cony's case*. À l'occasion de ce litige concernant un commerçant refusant de payer une amende pour refus de paiement d'une taxe établie par une ordonnance, le Lord Protecteur ordonne l'emprisonnement des avocats de l'intéressé pour contestation de sa prérogative. Le juge ayant accepté que la procédure se poursuive fut contraint à la démission.
- 1656 : Craignant une invalidation judiciaire de ses ordonnances, Cromwell convoque un nouveau parlement qui adopte une nouvelle Constitution, l'*Humble Petition and Advice*.
- 25 mai 1657 : Cromwell accepte un amendement à l'*Humble Petition and Advice* qui lui donne le pouvoir de nommer un successeur et de créer une chambre haute dont il nomme les membres. Tout comme la première Constitution, jamais adoptée par le Parlement, ce texte est légalement contestable puisqu'il a été adopté par un Parlement qui n'était pas au complet.
- 3 septembre 1658 : Décès de Cromwell. Son fils, Richard, est désigné Lord Protecteur. Sa légitimité est contestée par une bonne partie des parlementaires.
- 21 avril 1659 : Dissolution du Parlement. L'armée rappelle le Parlement Croupion. Richard Cromwell se retire du pouvoir. Un comité de sûreté publique dirigé par Fleetwood est instauré. L'armée se rallie au Parlement Croupion qui se voit transférer tous les pouvoirs par Fleetwood qui échoue à s'imposer.
- 1^{er} janvier 1660 : Monck, le commandant en chef des forces parlementaires, appelle à la restauration de la monarchie et des Stuart sur le trône.

21 février 1660 : Les parlementaires expurgés du Parlement par le Lord Protecteur sont rétablis. Le *Long Parliament* est reconstitué. Le 16 avril, il se dissout et convoque de nouvelles élections.

4 avril 1660 : Déclaration de Breda par laquelle Monck proclame l'amnistie générale et la tolérance religieuse.

25 avril 1660 : La Déclaration est présentée à la nouvelle assemblée élue (*Convention*) qui inclut de nouveau une chambre des Lords. L'ancien régime du Roi, des Lords et des Communes est restauré. Charles II est proclamé roi. Il rentre à Londres triomphalement le 29 mai. La réunion des couronnes d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande au profit de Charles II est confirmée.

Août 1660 : Act of Indemnity and Oblivion.

Septembre 1660 : *Disbanding Act* organisant la dissolution de la *NMA*.

1661 et 1662 : *Militia Acts* restaurant la prérogative royale en matière militaire. Adoption du *Licensing Act* instaurant une censure des écrits religieux et politiques. Création de la *Hearth tax* pour faire face aux dépenses de la Couronne. *Act of Uniformity* restaurant le *Book of Common Prayer*.

1664 : Nouveau *Triennial Act*, favorable au roi qui n'est plus réellement contraint de convoquer les parlements.

1665 : Grande Peste de Londres.

1665-1667 : Guerre anglo-hollandaise.

1666 : Incendie de Londres.

1667-1673 : Ministère de la *Cabal*, qui désigne les initiales des cinq principaux ministres (Clifford, le Comte d'Arlington, Buckingham, Ashley Cooper et le duc de Lauderdale).

1668 : Triple Alliance avec les Provinces-Unies et la Suède, et négociation en parallèle avec la France du traité de Douvres.

1670 : Signature du traité de Douvres prévoyant l'invasion des Provinces-Unies.

1672 : *Stop of the Exchequer* défavorable aux créanciers de la Couronne, exsangue financièrement. Adoption de la Déclaration d'Indulgence par Charles II par laquelle il suspend des lois défavorables aux catholiques.

1673 : *Test Act* imposé par le Parlement au roi excluant les catholiques des fonctions publiques. Thomas Osborne, comte de Danby, Lord Chancellor, nouvel homme fort du royaume. Il organise le développement d'un parti favorable à la cour (*court party*), ce qui encouragea les *country men* à se solidariser. Le duc d'York se marie en seconde noce avec la très

- catholique Marie de Modène. Leur fils Jacques, lui-même catholique, sera le *Old Pretender*.
- 1677 : Mariage de Mary Stuart, fille du premier mariage du Duc d'York, avec Guillaume d'Orange.
- 1678 : Complot catholique contre le roi. Une réaction anti-papiste violente se dessine et un nouveau *Test Act* est adopté. Les liens secrets de Charles II avec Louis XIV sont découverts.
- 1679 : Dissolution du Parlement Cavalier pour empêcher l'*impeachment* de Osborne.
- 1679-1681 : Les trois parlements d'*Exclusion* ainsi dénommés par les débats portant sur l'exclusion du duc York, de confession catholique, de la succession royale. Le duc fut contraint de partir en Écosse sans pour autant être exclu. Danby est emprisonné. Adoption de la loi d'*Habeas Corpus*. La tolérance vis-à-vis des non-conformistes est proclamée, de même que le droit à résister à l'oppression du souverain ne respectant pas ses engagements. Charles II s'oppose fermement à l'exclusion du duc d'York de la ligne de succession en s'appuyant sur les lords et une partie des notables ruraux qui lui sont favorables, car la *gentry* soutient la monarchie de droit divin (le parti *tory* est en train de naître). Par crainte de la guerre civile, les *whigs* rentrent dans le rang et font l'objet de la répression royale (*quo warranto* et octroi de nouvelles chartes royales des comtés ayant pour effet indirect de contrôler la composition des Communes).
- 1683 : Complot de Rye-House visant à assassiner le duc d'York.
- 1685-1688 : Règne de Jacques II, roi catholique, mais dont les deux filles sont protestantes.
- 1685 : Révoltes en Écosse (du fils illégitime de Charles II, Monmouth, et du comte d'Argyll dans les Highlands). Monmouth écrasé à la bataille de Sedgemoor. Les Assises Sanglantes répriment les rébellions en Écosse. Des catholiques sont nommés à deux hautes fonctions publiques et militaires. Révocation de l'Édit de Nantes en France.
- 1686 : *Godden vs Hales case* par lequel le *King's Bench* à une courte majorité confirme le pouvoir royal de nomination du roi des responsables militaires en contradiction avec les *Test Acts*.
- 1687 : Déclaration d'Indulgence favorable aux non-conformistes et défavorable aux *whigs*.
- 1688 : Naissance d'un héritier mâle qui laisse craindre le maintien du catholicisme. Le camp *whig*, par l'entremise de Russell, sonde Guillaume d'Orange pour débarquer avec une armée en Angleterre. Sept évêques et l'archevêque de Canterbury refusent d'appliquer la Déclaration d'Indulgence, et adressent une pétition au roi qu'il juge illégale en étant adoptée en dehors du canal parlementaire. Les archevêques font l'objet

- d'un procès. Leur défense porte sur l'illégalité de la Déclaration et l'usage de la prérogative royale de suspendre ou d'exclure l'application des lois. Les prévenus sont acquittés.
- 30 juin 1688 : Guillaume envoie un émissaire pour obtenir l'autorisation d'envahir l'Angleterre. Son projet est d'installer sa femme Mary sur le trône.
- 28 septembre 1688 : Proclamation de Guillaume d'Orange en faveur de l'ancienne Constitution anglaise justifiant son invasion.
- 5 novembre 1688 : Guillaume débarque à Torbay.
- 10 décembre 1688 : Guillaume rejoint Londres. Jacques II tente de s'enfuir et jette dans la Tamise le *Great Seal* pour empêcher son successeur de gouverner. Il sera repêché. Des soulèvements se multiplient à Londres. Jacques rejoint la cour de Louis XIV le 22 décembre.
- 23 décembre 1688 : Le Parlement est convoqué.
- 22 janvier 1689 : Une convention se réunit. George Jeffreys, Lord Chancellor, est enfermé à la Tour de Londres et tous les juges nommés par Jacques II sont révoqués. L'ambassadeur de France est renvoyé.
- 28 janvier 1689 : Le trône est déclaré vacant par les Communes. Les lords rejettent cette vision, le trône étant héréditaire, il ne peut être vacant. De plus, aucune abdication n'a eu lieu. Une partie du camp favorable à Jacques II se radicalise (les Jacobites).
- 3 février 1689 : *Declaration of Rights* qui condamne l'attitude « inconstitutionnelle » de Jacques II, et consacre des limitations au pouvoir royal. L'indépendance judiciaire est soutenue, notamment par des nominations selon le bon comportement, et non selon le bon vouloir du roi (l'acte de 1701 consacrera cette indépendance).
- 6 février 1689 : Les lords acceptent William comme roi en raison des risques de contagion des troubles londoniens, mais concomitamment avec sa femme Mary. Le *Coronation Oath Act* impose le respect des *Test Acts* au monarque. Le *Mutiny Act* limite temporellement les pouvoirs de justice martiale du souverain, et impose l'intervention du Parlement pour la maintenance de l'armée.
- 14 Mars 1689 : Réunion d'une Convention écossaise souhaitant la restauration du Parlement écossais indépendant et le rétablissement du presbytérianisme (*Claim of Right* et *Articles of Grievances*). William III fait droit à la demande d'indépendance du Parlement.
- Mars 1689-1691 : Affrontements entre les troupes de Jacques II et de Guillaume en Irlande.
- Mai 1689 : *Act of Toleration*. Déclaration de guerre à la France.

14 février 1689-1694 : William III et Mary d'Angleterre, d'Écosse, de France et d'Irlande. Guillaume met fin à la pratique des écrouelles qui sera reprise par sa fille Anne.

Décembre 1689 : Adoption du *Bill of Rights* qui ne reprend que quelques aspects de la déclaration de février. Outre la reconnaissance circonstanciée, limitée et floue de certains droits et libertés, le *Bill* règle la succession de William et Mary au profit d'Anne.

1690 : *Deux Traités sur le Gouvernement* de Locke.

1691 : Traité de Limrick mettant un terme à la guerre en Irlande (*Williamite War*). Particulièrement généreux pour les belligérants, il sera rappelé par le Parlement en 1690 et 1691 qui établit une purge massive en Irlande contre les catholiques.

1692 : Massacre de Glencoe en Écosse contre des chefs de clans des Highlands.

1693 : Création de la dette nationale gérée par la nouvelle banque d'Angleterre (*Tonnage Act* de 1694) pour financer la guerre sur le continent voulue par Guillaume et la *Junto* (John Somers, *Keeper of the Great Seal* puis Lord Chancellor, et Charles Montagu, Chancelier de l'Échiquier, Premier Lord du trésor). Les finances s'organisent considérablement sous le contrôle du Parlement. L'idée que le roi puisse mener sa politique à partir de ses propres revenus est définitivement écartée. L'administration civile se développe et est plus autonome, tout comme les ministres du fait des longues absences de Guillaume.

1694-1702 : Guillaume III gouverne seul après le décès de Mary.

1694 : Triennial Act.

1695 : Disparition de la censure préalable. Démission de John Trevor pour corruption de la fonction de *Speaker*.

1697 : Traité de Ryswick par lequel Louis XIV reconnaît Guillaume III comme monarque.

1697 : *Civil List Act* qui distingue formellement les finances du monarque et les finances de l'État en déterminant les crédits personnels accordés aux rois.

1701 : L'*Act of Settlement*, adopté en raison de l'absence d'héritier direct à Anne, consacre l'exclusion des catholiques de la ligne de succession au trône et confirme le principe de primogéniture mâle. L'Électrice du Hanovre et ses descendants sont désignés comme les héritiers, bien que n'ayant jamais mis les pieds en Angleterre. L'acte consacre également l'indépendance du pouvoir judiciaire (même si elle connaît de nombreuses exceptions).

1702-1714 : Règne d'Anne.

1704 : L'Angleterre prend possession de Gibraltar.

1705 : Acte de naturalisation de l'Électrice Sophia qui s'étend à toute sa descendance. L'acte interdit le mariage à un catholique romain.

1706 : *Regency Act* assurant la succession en faveur de Georges I^{er}, Électeur du Hanovre.

1706-1707 : Actes d'Union de l'Angleterre et de l'Écosse créant la Grande-Bretagne. Disparition du Parlement d'Écosse et du *Scottish Privy Council*.

1707 : *Succession of the Crown Act* qui prévoit les modalités de continuité du gouvernement par la création d'un conseil de Régence avant l'arrivée du nouveau monarque du Hanovre. Le Parlement survivra au décès de la reine et ne sera dissout que par le nouvel héritier du trône.

1708 : La reine Anne refuse le *royal assent* pour une loi adoptée par le Parlement. Ce sera la dernière fois qu'un monarque s'oppose à la volonté du Parlement. De faible constitution, la reine Anne s'en remettra souvent à ses ministres qui prennent l'habitude de se réunir en cabinet autour du Premier Lord du Trésor. Seul Georges IV, en 1829, tentera de refuser d'apposer le sceau royal, mais une convention de la Constitution lui sera opposée selon laquelle le *royal assent* ne peut être refusé pour une loi votée par le Parlement.

L'éclosion du régime parlementaire aux XVIII^e et XIX^e siècles

1713 : Traité d'Utrecht mettant fin à la guerre de Succession. La Grande-Bretagne est l'un des vainqueurs et accroît ses possessions extraterritoriales. La paix fait néanmoins l'objet de très vifs débats, notamment sur la paix séparée. Le traité est accepté au prix de la création par Anne de Lords *tories* qui y sont favorables.

1713-1714 : Une partie des *tories* se rapproche du camp jacobite alors que la santé de la reine s'aggrave. Victimes de leurs dissensions et malgré le leadership de Bolingbroke, les *tories* vont laisser la place à l'oligarchie *whig*.

1714-1727 : Règne de Georges I^{er}, Électeur du Hanovre. Le ministère s'affirme encore sous son règne en raison de ses nombreuses absences sur la terre anglaise et de sa non-maîtrise de l'Anglais.

1714 : Le prétendant jacobite (*the Old Pretender*) refuse de se convertir au protestantisme.

1715 : *Septennial Act* portant à sept ans la durée de la législature, renforçant la stabilité du ministère. Soulèvement jacobite. Adoption du premier *Riot Act*, première loi relative au maintien de l'ordre public.

- 1717 : Georges I^{er} ne préside plus les cabinets et la présidence des réunions ministérielles est assurée à partir de 1721 par Walpole. Création officielle de la *Grand Lodge of England*.
- 1719 : *Declaratory Act* par lequel Westminster décide de légiférer directement sur les questions irlandaises et s'octroie le droit d'évoquer des affaires judiciaires des tribunaux irlandais.
- 1721-1722 : Victoire écrasante des *whigs* après le scandale de la *South Sea Company Bubble*. Walpole est de retour aux affaires comme Chancelier de l'Échiquier et Premier Lord du Trésor jusqu'en 1742. Les *whigs* se scindent avec l'apparition des *whigs out*, appelés ensuite *patriots*, hostiles personnellement à Walpole, puis politiquement en raison de la trop forte emprise de l'administration. Petit à petit, les *patriots* se rapprochent des *tories*.
- 1725 : Démission du Lord Chancellor Macclesfield pour corruption.
- 1727-1760 : Règne de Georges II.
- 1731 : Construction du *10 Downing Street*
- 1741 : « *The Motion* » contre Walpole échoue. Elle émane des deux chambres et formule une demande au roi de démettre Walpole.
- 1742 : Chute de Walpole en raison de la défection des Communes dont il perd la majorité, et alors même qu'il a le soutien du roi et des Lords.
- 1745 : Dernier soulèvement jacobite en Écosse mené par *The Young Pretender, Bonnie Prince Charlie*, petit-fils de Jacques II. Victorieux jusqu'à Édimbourg, il décide de poursuivre le soulèvement jusqu'en Angleterre. Bataille de Fontenoy.
- 1746 : Parvenant jusqu'à Derby, les troupes de *Bonnie Prince Charlie* sont défaites près d'Inverness, à Culloden. Les Jacobites disparaissent avec cette ultime défaite et les répressions anglaises qui s'en suivirent.
- 1753 : *Jewish naturalisation Act* facilitant la naturalisation des membres de la communauté juive nés à l'étranger, à l'origine d'une crise par l'opposition des *tories* et de la *Church*. L'acte sera abrogé en 1754.
- 1756-1763 : Guerre de Sept Ans.
- 1760-1820 : Règne de Georges III. Le début du règne est marqué par un interventionnisme royal fort pour mettre à l'écart les *whigs*.
- 1763 : *R vs Wilkes case* par lequel il est précisé que les membres du Parlement disposent du privilège de ne pas être arrêté pour la publication de leurs opinions (*Wilkes and Liberty*). À partir de cette jurisprudence, le recours aux *general warrants* permettant à l'Exécutif de disposer de pouvoirs exorbitants à l'encontre d'un individu sans véritable limite, disparaîtra. C'est aussi à partir du célèbre cas Wilkes que les recours vont

- se multiplier contre la loi et que se crée la *Society for the Supporters of the Bill of Rights* en 1769 proposant un programme de réforme constitutionnelle.
- 1765 : *Entick vs. Ccarrington case* sur la présomption d'innocence du citoyen mis en accusation.
- 1766 : Le législateur supprime la possibilité offerte au gouvernement de recourir aux *general warrants*.
- 1772 : *Royal Marriage Act* qui fixe les conditions du mariage des membres de la famille royale.
- 1773 : Boston Tea Party.
- 1775 : Affrontements entre l'armée britannique et la milice du Massachusetts à Lexington et à Concord. Début de la guerre d'Indépendance.
- 1776 : Déclaration d'Indépendance des États-Unis. Adam Smith, *The Wealth of Nations*.
- 1778-1779 : La France et l'Espagne s'engagent aux côtés des États-Unis.
- 1779-1780 : Pétition pour la réforme du Parlement et création du *Movement for Parliamentary Reform*.
- 1780 : Premières revendications en faveur d'une *Home Rule* en Irlande.
- 1782 : Création du *Home Secretary* et du *Foreign Office*. L'Irlande obtient l'autonomie législative.
- 1783 : Traité de Versailles avec les Américains. Arrivé de William Pitt le jeune comme leader du Gouvernement à 24 ans. Son ministère stabilise le pays, notamment par le développement d'un personnel administratif compétent et le développement de contrôles de comptabilité.
- 1782-1785 : Des projets de réformes économiques et territoriales favorisent la représentativité des aires géographiques les plus peuplées. Le *bill* de Pitt de 1785 est cependant rejeté par le Parlement en faveur d'une meilleure représentativité aux Communes. Cette période de crise favorise l'émergence d'une opposition au gouvernement de Pitt organisée autour de leaders (Fox, Portland) préfigurant l'apparition du rôle de *whip* et de partis organisés.
- Mars 1784 : Le roi dissout le Parlement à la demande du Gouvernement et avant le terme des sept ans.
- 1787 : Création par Sharp et Willberforce de la *Society for the Abolition of Slave Trade*.

1788-1789 : Régence envisagée ; *Regency bill* présenté pour en fixer les conditions et limiter les pouvoirs du Prince de Galles. L'amélioration de la santé de Georges III ne permit pas son adoption.

1790 : Burke, *Réflexions sur la Révolution en France*.

1791 : Sheffield Society for Constitutional Information.

1792 : London Corresponding Society.

1794, 1795, 1801 : Pitt obtient la suspension de l'*Habeas Corpus*.

1795 : Adoption du *Seditious Practices Act* et du *Treasonable Practices Act* contre les propos défavorables à la Couronne et à la Constitution.

1795-1796 et 1800-1801 : Émeutes de la faim.

1799 : *Combination Act* interdisant les syndicats. Il sera abrogé en 1824.

1^{er} août 1800 : Adoption de l'*Union Act* créant le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande (entré en vigueur le 1^{er} janvier 1801).

1802 : Paix d'Amiens entérinant les victoires bonapartistes contre le Royaume-Uni.

21 octobre 1805 : Bataille de Trafalgar remportée par l'amiral Nelson.

1806 : Blocus continental imposé par Napoléon I^{er}. Mort de Pitt. L'opposition *Whigs/Tories* réapparaît.

1807 : Abolition de la traite des esclaves.

1811 : Régence du Prince de Galles après l'adoption du *Regency Act*.

1812 : Assassinat du Premier ministre Spencer Perceval.

18 juin 1815 : Victoire de Waterloo et triomphe de Wellington.

1815 : Adoption de la *Corn Law* suscitant des soulèvements.

1817 : Tentative d'assassinat du Prince régent ; suspension de l'*Habeas corpus* ; échec de la motion Burdett pour la création d'une commission parlementaire de réforme.

1819 : *Declaration of the Rights of Man* de Hun. Massacre de Peterloo et adoption d'une législation d'urgence (*Six Acts*) qui sera très peu appliquée. Loi interdisant le travail pour les enfants de moins de 9 ans.

1820-1830 : Règne de Georges IV.

1820 : Georges IV tente de faire juger pour adultère sa femme Caroline, et suscite l'ire d'une grande partie de la population.

1822-1829 : Robert Peel, *Home Secretary*. Il réforme le droit pénal, limitant le recours à la peine de mort (environ cent crimes ne sont plus passibles de la peine capitale), et réformant le système pénitentiaire par une revalorisation du rôle des surveillants et par des mesures favorables à l'éducation des détenus. La Police métropolitaine est également créée (les *bobbies* et les *peelers*).

1829 : Émancipation catholique. Le roi, bien qu'opposé au texte, appose le sceau royal, confirmant la convention de la Constitution initiée sous la reine Anne, par crainte d'être contraint à l'abdication.

1830-1837 : Règne de Guillaume IV.

1830 : Code constitutionnel de Bentham.

1832 : Premier *Reform Act* qui étend considérablement le droit suffrage. La loi est adoptée après de vives luttes au Parlement et un soulèvement social. Au bord de la révolution, et le roi craignant de devoir abdiquer comme le fit Charles X en France, rappelle Grey et procède à une tournée de pairs favorables à la réforme. L'expansion du suffrage favorise l'expression des idées plutôt que les intérêts, et les « partis » supplantent le patronage personnel.

1833 : Abolition complète de l'esclavage après le lobbying de l'*Anti-Slavery Society*.

1834 : *Tolpuddle Martyrs* déportés en Australie. *Poor Law Admendment Act* qui réforme les modalités de l'aide aux pauvres. En imposant la démission de Melbourne, William IV est le dernier monarque à choisir son Premier ministre contre la volonté du Parlement (Peel). Sans majorité après les élections faisant suite à une dissolution (Peel élabore à cette occasion le premier programme *tory* : *Tamworth Manifesto*), Peel démissionne et le roi est contraint de nommer à nouveau le *whig* Melbourne.

1835 : *Municipal Corporations Act* réformant les institutions locales. Peel perd les élections aux Communes. Malgré le soutien du roi, il démissionne.

1837-1901 : Règne de Victoria.

1838 : Adoption de la *People's Charter* rédigée par la *London Working Men's Association* (mouvement chartiste).

1837-1838 : Révolte au Canada. Le rapport Durham soutient un gouvernement autonome.

1839 : *Stockdale vs Hansard case* relatif au privilège parlementaire dont résultera la loi de 1840 sur les publications des membres du Parlement.

1839-1842 : Guerre de l'Opium en Chine.

1839-1844 : Soulèvements de Rebecca.

- 1841 : Mis en échec par le Parlement par l'adoption d'une motion de défiance, Melbourne sollicite une dissolution. C'est la première fois qu'un Premier ministre maîtrise la prérogative de la dissolution. Peel revient au pouvoir.
- 1842 : Complot chartiste.
- 1845-1846 : Famine en Irlande, dans les Highlands et dans l'île de Man.
- 1846 : Abrogation de la *Corn Law*.
- 1847 : Le *Factory Act* limite le temps de travail des femmes et des enfants.
- 1848 : *Public Health Act*. Échec du mouvement chartiste.
- 1849 : Karl Marx s'installe à Londres.
- 1850 : Interdiction du travail des enfants et des femmes à partir de 14h le samedi.
- 1854-1856 : Guerre de Crimée.
- 1855 : *Northcote-Trevelyan Committee* sur la réforme du *civil service*, inchangé depuis les années 1770.
- 1856-1858 : Guerre anglo-chinoise.
- 1857 : *Matrimonial Causes Act* assouplissant les modalités du divorce.
- 1858 : *Irish Republican Brotherhood* fondée. L'Inde est sous le contrôle d'un vice-roi et d'un conseil. Un secrétaire d'État à l'Inde en assure la tutelle. Abolition du cens d'éligibilité.
- 1861 : Décès du Prince Albert ; Victoria se retire complètement de la vie publique et n'ouvre même plus les sessions du Parlement.
- 1867 : Deuxième *Reform Act* étendant encore le droit de suffrage. John Stuart Mill se mobilise en faveur du vote des femmes dans son ouvrage *On the Subjection of Womens*. Création du Dominion fédéral du Canada. *The English Constitution* de Bagehot paraît en un seul ouvrage. Premier Comité militant pour le droit de vote des femmes.
- 1868 : *Chorlton vs Lings case* rejetant le recours d'une femme propriétaire revendiquant le droit de vote. Disraeli, Premier ministre.
- 1869 : Les femmes payant des impôts peuvent voter aux élections municipales. Inauguration du Canal de Suez.
- 1870 : *Education Act* créant les premières écoles publiques.
- 1871 : *Trade Union Act* légalisant les syndicats. Le *London Republican Club*, premier club républicain important, attire près de 20 000 personnes à son meeting. Le républicanisme ne cesse de progresser.

1872 : *Ballot Act* rendant le vote secret.

1873-1895 : « Grande Dépression ».

1873-1875 : *Judicature Acts* réformant en profondeur le système judiciaire et créant notamment la *Supreme Court of Judicature* rassemblant la *High Court* et la *Court of Appeal*. La *High Court* est organisée autour du *Queen's Bench*, la *Common Pleas* et l'*Exchequer Divisions*. Ces deux dernières sont absorbées par le *Queen's Bench* en 1881 qui comprend également la *Chancery Division* et la *Probate, Divorce and Admiralty Division*.

1874-1880 : Disraeli, Premier ministre à nouveau. Il donne les bases du Parti conservateur moderne (discours de Crystal Palace de 1872). Premières alliances entre Libéraux et représentant des *trade unions*.

1876 : *L'Appellate Jurisdiction Act* crée les *Lords of Appeal in Ordinary* (*Law Lords*) siégeant en *Appellate Committee of the House of Lords*. Il valide la pratique dans la Chambre des Lords, la plus haute juridiction du Royaume depuis la fin du XIV^e siècle, selon laquelle les membres dotés des plus grandes compétences juridiques sont seuls à traiter des contentieux. La reine Victoria est couronnée Impératrice des Indes.

1879 : Création de l'Irish National Land League.

1880 : Premières lois relatives aux congés payés, généralisés dans les années 1930. Début de la première guerre des Boers.

1882 : Tutelle de l'Empire britannique sur l'Égypte.

1883 : *Corrupt and Illegal Practices Act* moralisant la vie publique.

1884 : *Representation of the People Act* (3^e *Reform Act*) qui étend encore le droit de suffrage aux classes laborieuses rurales, permettant aux deux tiers des adultes mâles de voter.

1885 : Les circonscriptions uninominales sont créées. Fondation du *Indian national Congress*. *An Introduction to the Study of the Law of the Constitution* de Dicey, considérée comme le premier ouvrage de droit constitutionnel moderne au Royaume-Uni, paraît pour la première fois.

1886 : Échec du *Home Rule Bill* en faveur de l'Irlande (second échec en 1893). Les Libéraux se scindent.

1887 : Apparition de la technique parlementaire de la « guillotine » permettant au *Speaker* de clore les débats et d'appeler au vote.

1893 : Création du Independent Labour Party (Trade Union Congress).

1899 : Début de la seconde guerre des Boers.

1900 : L'Australie devient un dominion.

Les XX^e et XXI^e siècles : le temps des doutes

1901-1910 : Règne d'Édouard VII.

1902 : Salisbury démissionne. Il sera le dernier Premier ministre issu de la Chambre des Lords.

1904 : L'Entente cordiale.

1905 : Apparition du mouvement des Suffragettes. Création du *Sinn Féin* et de l'*Ulster Unionist Council*. Le rôle du Premier ministre est officiellement reconnu par l'attribution d'une préséance dans l'ordre protocolaire.

1906 : Victoire des Libéraux aux élections. L'*Independent Labour Party* devient le *Labour*.

1907 : La Nouvelle-Zélande devient un dominion.

1908 : L'Afrique du Sud devient un dominion.

1909 : Rejet par la Chambre des Lords du « budget du peuple » de Lloyd George. Dissolution des Communes.

1910-1936 : Règne de Georges V. Asquith demande à nouveau la dissolution que le roi accepte en rechignant. La majorité libérale est confirmée après les élections. Georges V, sous l'influence d'Asquith, menace de procéder à une fournée de pairs.

1911 : Le *Parliament Act* permet de surmonter le veto de la Chambre des Lords qui ne peut être maintenu que pendant deux ans pour les projets de loi ordinaires et non financiers. Les Lords ne disposent plus que d'une faculté de ralentissement de la procédure d'adoption des Money bills qui ont un caractère financier. Peu avant, un projet de loi déposé par Landsdowe prévoyait une modification en profondeur de la Chambre des Lords. *National Insurance Act*.

1912 : Échec du *Home Rule Bill* d'Asquith. Création de la *Solemn League and Covenant* contre la *Home Rule*. Des milices irlandaises se multiplient (*Ulster Volunteer Force, Irish Citizen Army*). L'*IRA* apparaît en 1919.

1914 : Compromis sur la *Home Rule*. Les comtés irlandais de l'Ulster qui le souhaitent peuvent s'exclure pendant six ans de son application.

1914-1918 : Première guerre mondiale.

23 avril 1916 : Insurrection de Pâques à Dublin amenant l'*Irish Republican Brotherhood* à proclamer l'indépendance de l'île.

1917 : La dynastie Saxe-Cobourg-Gotha est rebaptisée Windsor par Georges V.

1918 : Le Traité de Versailles renforce les positions britanniques au Moyen-Orient et en Afrique.

1918 : Les femmes de plus de 30 ans peuvent voter ; suffrage universel masculin.

1918-1921 : Guerre civile en Irlande.

Mars 1919 : Mutinerie de Kinmel Park des Canadiens réprimée dans le sang.

Décembre 1919 : Lady Astor, première femme à siéger à Westminster (Constance Markiewicz, première femme élue, refuse de siéger).

1920 : Séparation de l'Église anglicane et de l'État au Pays de Galles. *Government of Ireland Act* fixant le régime constitutionnel de l'Irlande du Nord et de l'Irlande du Sud.

Juillet 1920 : Fondation du Parti communiste britannique. Les grèves se multiplient durant la décennie.

1921 : L'Irlande devient un dominion sur le modèle canadien. L'Irlande du Nord ne fait pas partie du nouvel État.

1922-1998 : Guerre civile en Irlande issue des désaccords sur le traité de 1921.

1922 : Fondation de la *BBC*.

1923 : Gouvernement minoritaire conservateur.

1924 : Première accession des travaillistes au pouvoir dans le cadre d'un gouvernement minoritaire. Déclin du Parti libéral.

1926 : Définition Balfour actant l'égalité des droits et l'indépendance des dominions britanniques.

1928 : Avènement du suffrage universel et égalitaire.

1929 : Gouvernement minoritaire travailliste.

1931-1945 : Gouvernements d'Union nationale.

1931 : *Statute of Westminster* créant le Commonwealth britannique des nations sœurs.

1932 : Accords d'Ottawa établissant les relations entre les différentes parties du Commonwealth.

1932 : Fondation de la *British Union of Fascists* par Oswald Mosley. En 1936 est rajouté au nom du mouvement « *and of National Socialists* ». Le parti ne parviendra jamais à s'imposer institutionnellement.

- 25 décembre 1932 : Premier message de Noël du monarque.
- 1934 : Fondation du Parti nationaliste écossais.
- 1935 : L'*Indian Act* détermine le régime d'autonomie des provinces et du gouvernement central.
- 1936 : Édouard VIII. Abdication le 11 décembre provoquée par son désir de se marier avec une femme divorcée, Wallis Simpson.
- 1936-1952 : Règne de Georges VI.
- 1937 : Nouvelle Constitution de l'Irlande.
- 1939-1945 : Seconde guerre mondiale. L'Irlande déclare sa neutralité.
- 1940 : Churchill, Premier ministre. Début du *Blitz* de Londres.
- 1944 : *Education Act* qui étend l'obligation de scolarisation.
- 1945 : Pour la première fois, les travaillistes sont majoritaires au Parlement. La convention Salisbury-Addison sur les relations entre les deux chambres s'affirme : les Lords ne peuvent s'opposer lors de la deuxième ou de la troisième lecture à un projet de loi contenu dans le programme électoral du gouvernement arrivé aux affaires.
- 1946 : Création du *NHS*.
- 1947 : Indépendance de l'Inde et du Pakistan qui aboutit à un véritable fiasco. S'ensuit la décolonisation complète du Sud-Est asiatique.
- 1948 : Proclamation de la République d'Irlande qui entre en vigueur à Pâques 1949. Création de l'État d'Israël et recul de la domination britannique au Moyen-Orient.
- 1949 : Le Commonwealth britannique devient le Commonwealth des Nations. *Parliament Act* réduisant les prérogatives de blocage de la Chambre des Lords. Le bicaméralisme inégalitaire s'impose définitivement.
- 1951 : Création du ministère aux Affaires galloises. Ratification de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
- 1952 : Début du règne d'Élisabeth II.
- 1955 : Cardiff, capitale du pays de Galles.
- 1956 : Crise de Suez.
- 1957 : Indépendance de la *Gold Coast*. S'en suit l'indépendance de l'ensemble des possessions britanniques d'Afrique Noire. Au fur et à

- mesure des décolonisations, les atrocités britanniques sont révélées, loin de l'image d'une décolonisation sans heurts.
- 1958 : Life Peerages Act permettant la création de pairs à vie.
- 1960 : Création de l'AELE en réplique à la CEE.
- 1961 : Exclusion de l'Afrique du Sud ségrégationniste du Commonwealth. De Gaulle refuse l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE, opposition renouvelée en 1967.
- 1965 : Abolition de la peine de mort. Le *Burmah Oil vs Lord Advocate case* reconnaît explicitement le principe de souveraineté du Parlement qui autorise le procédé de validation législative pour limiter les recours juridictionnels.
- 1967 : Le *Colonial Office* disparaît. Les troupes britanniques se retirent définitivement du Moyen-Orient. Légalisation sur l'avortement.
- 1968-1998 : Guerre civile en Irlande.
- 1969 : Droit de vote accordé aux plus de 18 ans. Échec de la réforme de la Chambre des Lords.
- 1971-1975 : Régime de l'emprisonnement administratif à l'encontre des républicains nord-irlandais.
- 1971 : Le *Courts Act* réforme le système juridictionnel.
- 1972 : European Community Act.
- 30 janvier 1972 : *Bloody Sunday* en Irlande du Nord.
- 1^{er} janvier 1973 : Le Royaume-Uni devient membre de la CEE.
- Février-Octobre 1974 : Gouvernement minoritaire travailliste dirigé par Harold Wilson.
- 1975 : Référendum d'adhésion à la CEE. Le « oui » l'emporte largement.
- 1979 : Rejet d'un premier projet de Dévolution.
- 1979-1991 : Margareth Thatcher, Premier ministre.
- 1981 : Grande grève de la faim des républicains irlandais dans le « Bloc H ». Création du parti libéral-démocrate.
- 1982 : Guerre des Malouines.
- 1984-1985 : Grèves des mineurs.
- 1986 : Adhésion à l'Acte Unique européen.

- 1988 : Le *Special Air Service* assassine trois militants irlandais à Gibraltar.
- 1990 : Poll Tax riots.
- 1991 : *R vs Secretary of State for Transport ex parte Factortame Ltd (n° 2)* case traitant des rapports entre l'ordre juridique communautaire et le droit britannique.
- 1993 : Ratification du traité de Maastricht sans perspective d'adhésion à l'Euro après la sortie du SME.
- 1996 : Le programme *New Labour, New Life for Britain* marque la suppression de l'article 4 du statut du Parti travailliste faisant référence à l'économie collectiviste.
- 1997 : Rétrocession de Hong-Kong à la Chine.
- 1998 : Accords du Vendredi Saint amorçant la fin de la guerre civile en Irlande du Nord (font suite aux accords de Sunningdale en 1972 et de Hillsborough en 1985). Adoption du *Human Rights Act* transposant en droit interne Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
- 1999 : Lois de Dévolution. *Houses of Lords Act*.
- 2002 : *Courts Act. Thoburn case* : Lord Justice Laws, dans son opinion, soutient l'existence de normes constitutionnelles.
- 2005 : L'IRA dépose les armes. *Constitutional reform Act* créant une Cour suprême du Royaume-Uni et dont le premier article fait référence au principe de *rule of law*. *Jackson case* : le principe de souveraineté du Parlement est abordé par Lord Hope of Craighead comme un principe dynamique et pouvant connaître des limites.
- 2010 : Coalition entre Conservateurs et Libéraux-démocrates. *Constitutional Reform and Governance Act*.
- 2011 : *European Union Act*. Échec du référendum sur l'*Alternative Vote*. *Fixed-Term Parliaments Act* limitant explicitement la durée d'une législature à cinq ans et tentant de limiter l'exercice de la prérogative de la dissolution. L'héritier au trône, William, se marie avec Kate Middleton, roturière.
- 2013 : *Succession of the Crown Act* qui instaure l'égalité entre les héritiers au trône, qu'ils soient de sexe féminin ou masculin.
- Janvier 2014 : Décision *HS2* de la Cour suprême. Plusieurs juges adhèrent à la position exprimée par Lord Justice Laws sur l'existence de normes constitutionnelles devant bénéficier d'un statut spécifique. Le régime des rapports entre l'ordre juridique de l'Union européenne et le droit britannique est précisé.

Mai 2014 : Victoire du *UKIP* antieuropéen aux élections européennes.

18 septembre 2014 : Référendum en Écosse. Le « non » l'emporte, mais l'approfondissement de la Dévolution est acté pour sauver l'Union. Malgré leur défaite, les nationalistes du *Scottish National Party* en sortent renforcés par une forte participation et la qualité de ses dirigeants, dont Alex Salmond et Nicola Sturgeon.

7 mai 2015 : Les Conservateurs menés par David Cameron obtiennent une majorité absolue à la Chambre des Communes contre toute attente, les sondages évoquant tous un second « *Hung Parliament* ». Le *Scottish National Party*, mené par Nicola Sturgeon, obtient 56 des 59 sièges écossais, un record depuis la fondation du parti en 1934.

7 septembre 2015 : La reine Élisabeth II devient le monarque britannique dont le règne aura été le plus long (plus de 63 ans, 7 mois et 2 jours). Elle dépasse ainsi son aïeule Victoria.

23 juin 2016 : 52 % des électeurs britanniques décident de quitter l'Union européenne par référendum. Il s'en suit une crise politique provoquant la démission du Premier ministre David Cameron, favorable au « *remain* ». Le parti travailliste en sort particulièrement divisé. L'Écosse et l'Irlande du Nord ont voté en faveur du maintien, contrairement à l'Angleterre et au Pays de Galles.

13 juillet 2016 : Après avoir été désignée *leader* du Parti conservateur, Theresa May devient Premier ministre. Elle est la première femme depuis Margaret Thatcher à occuper la fonction.

Aurélien Antoine est professeur de droit public à la Faculté de droit de Saint-Étienne, Université Jean Monnet.